

Le 28 avril 2025

Ces derniers jours, le Gouvernement a repris de plus belle les attaques contre le service public.

La ministre des comptes publics, Amélie Montchalin, a annoncé le 27 avril sa volonté de voir fusionner ou supprimer un tiers des opérateurs de l'État dans le cadre de la préparation du budget 2026. L'objectif démagogique affiché est de réduire la prétendue complexité des multiples agences. La réalité est bien plus prosaïque : il s'agit de s'attaquer aux opérateurs qui garantissent la sécurité et fournissent des services à la population, de la protection de l'environnement à la sécurité alimentaire, des musées nationaux à Météo France, du CNRS à la protection des réfugié-es, de l'indemnisation des privé-es d'emploi à la BNF.

Parallèlement, le gouvernement a choisi d'annuler par décret plus de trois milliards d'euros de crédits du budget 2025. Les secteurs touchés sont l'économie, l'enseignement supérieur, la recherche, et l'économie.

Ces coupes sont de nouvelles saignées dans les services publics, et les annonces de la ministre des comptes publics augurent une nouvelle dégradation des services publics partout, avec pour conséquence des services moins ou même plus rendus à la population.

Pour Solidaires fonction publique, il est urgent de mettre un terme aux mesures néolibérales de démantèlement des services publics. Le 13 mai, soyons nombreuses et nombreux en grève !